



Toutes et tous en action et en grève, pour les droits des femmes, les 6 et 8 mars !

Les luttes féministes ont permis de conquérir des droits et de progresser vers l'égalité entre les femmes et les hommes. Mais cette égalité est loin d'être effective.

C'est pourquoi la journée du 8 mars ne se « fête » pas et n'est pas la « journée de la femme » mais bien la **journée internationale de lutte pour les droits des femmes !**

Le 8 mars est une journée de convergence de toutes nos luttes, celles des femmes d'ici et d'ailleurs.

La lutte pour l'égalité entre les femmes et les hommes est cruciale : elle participe du progrès social. Laisser perdurer les inégalités, s'exercer les violences contre les femmes et les filles, c'est porter une responsabilité sur le fait que les idées rétrogrades progressent, que le patriarcat perdure. Et s'il faut encore le répéter : la « cause des femmes » n'est ni secondaire, ni une opération de communication.

Elle ne se limite pas à féminiser les postes de direction en oubliant ces femmes qui subissent majoritairement les temps partiels et de la précarité.

Cette lutte demande, outre une volonté politique de tous les instants, des moyens humains comme financiers importants pour y parvenir et des sanctions contre les employeurs/employeuses qui ne respectent pas l'égalité professionnelle.

Le gouvernement français ne les a jamais mis en place, le patronat met toute son énergie à combattre toute mesure contraignante.

Alors que la mobilisation contre les violences rebondit avec #metooinceste, le 8 mars est aussi l'occasion d'exiger la ratification de la convention contre la violence et le harcèlement dans le monde du travail de l'Organisation Internationale du Travail et la création de nouveaux droits contre les violences au travail."

En 2021, encore, l'égalité est à arracher !

Lille

6 mars – Marche militante

14h00 – Porte de Paris

8 mars – Rassemblements unitaires

12h00 – Parvis de l'hôtel de ville

15h40 – Place de la République

**L'égalité entre femmes et hommes,
une question de justice sociale et de démocratie.**